



## Assemblée générale

Distr. générale  
13 septembre 2010  
Français  
Original : anglais

---

### Soixante-quatrième session

Point 33 de l'ordre du jour

**Étude d'ensemble de toute la question  
des opérations de maintien de la paix  
sous tous leurs aspects**

### **Lettre datée du 16 août 2010, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Chargée d'affaires par intérim du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Du 16 au 18 juin 2010, le Gouvernement brésilien a tenu à Rio de Janeiro un séminaire intitulé « Définir un nouvel horizon pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies : perspectives du Sud ». J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une note de réflexion élaborée en vue du séminaire et une synthèse de ses conclusions (voir annexe). Je tiens à souligner que la synthèse rend compte des débats menés lors du séminaire mais pas nécessairement des points de vue du Gouvernement brésilien, du Secrétariat de l'ONU ou d'un intervenant précis.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 33 de l'ordre du jour.

L'Ambassadrice,  
Représentante permanente adjointe,  
Chargée d'affaires par intérim  
(Signé) Regina Maria Cordeiro **Dunlop**



**Annexe à la lettre datée du 16 août 2010  
adressée au Président de l'Assemblée générale  
par la Chargée d'affaires par intérim du Brésil  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**« Un nouvel horizon pour les opérations de maintien  
de la paix des Nations Unies : perspectives du Sud »**

**Rio de Janeiro, 16-18 juin 2010\***

**Résumé**

**Introduction**

1. Du 16 au 18 juin 2010, un séminaire intitulé « Un nouvel horizon pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies : perspectives du Sud » s'est tenu à Rio de Janeiro à l'initiative du Ministère brésilien des relations extérieures et du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, avec l'appui du Ministère brésilien de la défense et de l'Escola superior de Guerra du Brésil. Il a réuni plus de 60 participants venus de 23 pays en développement, y compris les principaux pays fournisseurs de troupes et d'effectifs de police, ainsi que les pays qui accueillent des opérations de maintien de la paix. Ce séminaire a été présidé par la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques (Ministère brésilien des relations extérieures), l'Ambassadrice Vera Machado. Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Alain Le Roy, et le Conseiller militaire pour les opérations de maintien de la paix, le général de corps d'armée Chikadibia Obiakor, y ont également participé.

2. Le séminaire était axé sur l'importante question de la viabilité qui constitue actuellement un défi stratégique pour les opérations de maintien de la paix, ces opérations nécessitant le déploiement rapide et efficace de ressources humaines et d'équipement adéquats et suffisants sans lesquels elles ne peuvent s'acquitter de leur mandat. Il a également démontré que la viabilité des opérations de maintien de la paix dépend de l'appui de la population locale et du Gouvernement. Dans le cadre de l'examen critique des opérations de maintien de la paix se heurtant à de graves difficultés, ses participants ont identifié les causes probables de ces difficultés, notamment la méconnaissance des réalités sur le terrain, le rejet de la population locale ou une implication locale insuffisante dans les efforts de consolidation de la paix. La question de la viabilité des opérations sur le terrain a donc été considérée comme étant directement liée à celle de l'ancrage de la paix dans la durée après le retrait des troupes.

3. Le séminaire a tenu deux séances plénières, suivies des réunions de trois groupes de travail menées simultanément, axées sur les thèmes suivants : le maintien de la paix et les dimensions socioéconomiques de la consolidation de la paix; le recours à la force et l'appui local aux opérations de maintien de la paix; le renforcement de l'appui aux opérations de maintien de la paix grâce aux activités de faire-savoir. Il ressort des débats que : a) le maintien et la consolidation de la paix doivent aller de pair pour déboucher sur une paix viable et durable; b) les soldats de

---

\* La note de réflexion établie en prévision du séminaire est jointe au présent rapport.

la paix doivent mener certaines activités de consolidation de la paix; c) le recours à la force doit reposer sur une direction éclairée et une bonne connaissance des traditions locales; d) la protection des civils n'est pas seulement un devoir juridique, c'est également une obligation morale; e) la communication et les relations publiques sont indispensables au succès d'une opération de maintien de la paix.

4. Les principaux points examinés par les trois groupes de travail sont résumés ci-dessous.

#### **A. Le maintien de la paix et les dimensions socioéconomiques de la consolidation de la paix**

5. Le groupe de travail A a estimé que la consolidation de la paix devait inclure les activités socioéconomiques que sont la revitalisation économique, l'emploi des jeunes, le développement de l'infrastructure et la fourniture des services essentiels. Pour qu'une activité de consolidation de la paix soit viable, ses responsables doivent collaborer avec le gouvernement et non pas se substituer à lui. La prise en main des activités par les populations locales est donc indispensable à la viabilité à long terme des efforts de paix.

6. La consolidation et le maintien de la paix doivent aller de pair et non pas venir l'un après l'autre. La première doit commencer en même temps que le second. Outre les avantages immédiats que présente cette façon de procéder, celle-ci peut aussi raccourcir la durée de la présence des contingents et les risques de replonger dans le conflit, réduisant d'autant les coûts liés des Nations Unies sur place.

7. Le Groupe a conscience que, pour assurer un passage à la présence sans heurt de la phase de la sécurité à celle du développement et limiter les risques de replonger dans le conflit, les Nations Unies doivent faire en sorte que les opérations de maintien de la paix ne deviennent pas un outil de développement mais qu'elles contribuent plutôt à la consolidation de la paix. Ces idées suscitent une convergence de vues de plus en plus large à l'ONU, parmi les États Membres et au Secrétariat, sans que l'on soit encore parvenu à un consensus sur la manière de les mettre en œuvre.

8. On a souligné qu'il était crucial de renforcer les institutions nationales de police pour assurer la stabilité après le retrait des contingents. La Police des Nations Unies contribuait pour beaucoup au soutien de la réforme institutionnelle et au renforcement des forces de police des pays hôtes.

9. Des recommandations ont été formulées quant aux différentes façons dont les soldats de la paix pourraient participer aux opérations de maintien de la paix. Le Groupe en a examiné trois qui permettraient aux soldats de concourir en amont à la consolidation de la paix : donner aux acteurs nationaux et internationaux les moyens de mener des activités de consolidation de la paix; coordonner ces activités avec le Gouvernement et d'autres partenaires; et exécuter certaines tâches liées à la consolidation de la paix.

10. Le Groupe a estimé que les projets à effet rapide contribuaient pour beaucoup à faire profiter la population locale à des dividendes de la paix. On a proposé à cet égard de limiter la portée des projets à effet rapide pour les rendre plus efficaces et de les financer au titre du Fonds de consolidation de la paix afin de prolonger leur durée. Il fallait privilégier les petits projets d'infrastructure, comme la création de petites centrales électriques, lors du choix des projets à exécuter.

11. La composante civile des missions devait disposer de moyens suffisants pour aider le Gouvernement dès la phase initiale du renforcement des capacités, notamment en vue de la revitalisation économique et du rétablissement des fonctions essentielles du Gouvernement, qui aiderait également à renforcer l'autorité de l'État.

12. Les activités de consolidation de la paix menées par les soldats de la paix donneraient de meilleurs résultats si la coordination avec les autres parties prenantes à la consolidation de la paix était renforcée.

13. L'action multilatérale devait aller de pair avec la coopération bilatérale. Les organisations régionales et institutions financières internationales pouvaient également s'associer à cette initiative pour accroître les ressources disponibles. On a cité des exemples concrets : en Haïti, la coopération bilatérale avec le Brésil permettait d'utiliser les capacités de génie inutilisées et en Sierra Leone, les bataillons pakistanais et jordaniens construisaient des routes et des hôpitaux.

14. On a recommandé que le Département des opérations de maintien de la paix fasse connaître les enseignements tirés des activités initiales de consolidation de la paix menées par les soldats de la paix. Ces enseignements devaient être recueillis régulièrement et intégrés dans des rapports périodiques.

15. On a débattu de l'importance qu'il y avait à associer dès la phase initiale des pays fournisseurs de troupes ou d'effectifs de police à des échanges de vues sur les mandats. La Commission de consolidation de la paix devait être en mesure de faire des recommandations au Conseil de sécurité sur la mise en œuvre des activités initiales de consolidation de la paix. Les opérations de consolidation de la paix devaient disposer des moyens matériels et humains nécessaires, y compris du personnel civil pour s'acquitter de ces tâches.

## **B. Le recours à la force et l'appui local aux soldats de la paix**

16. Le Groupe de travail B a estimé qu'il fallait renforcer la cohésion entre les activités qui pouvaient imposer de recourir à la force et les objectifs politiques relevant du mandat de la mission. Même s'il fallait préciser les règles concernant un éventuel recours à la force qui s'appliquaient aux missions de maintien de la paix, d'autant plus que les mandats intégrant la protection des civils se multipliaient, il importait de se garder de microgérer les missions. Les mandats devaient être plus clairs mais ils n'en étaient pas moins l'émanation d'une volonté politique. Il fallait veiller de plus près à ce que la mission dispose de moyens suffisants pour s'acquitter de celles de ses tâches qui exigeaient un recours à la force.

17. Le Groupe a souligné que la différence entre le recours à la force en état de légitime défense et le recours à la force justifié par le mandat devait être bien claire. Pour recourir judicieusement à la force d'un point de vue tactique, les plus hauts responsables de la mission devaient avoir une bonne connaissance des conditions sur le terrain. Il leur fallait en effet bien connaître l'environnement local et bien s'intégrer au sein de la mission.

18. Le Groupe est convenu qu'il était important de bien gérer les attentes compte tenu des ressources limitées et que la pérennité des dividendes de la paix était essentielle pour légitimer le recours à la force. Si la Mission répondait mal aux attentes placées en elle, la sécurité pouvait même être menacée et les civils en subir

le contrecoup. Il importait que l'arrivée de la force entraîne une amélioration des conditions de vie de la population locale.

19. Le Groupe a fait remarquer que, pour obtenir l'appui de la population locale, il fallait recourir comme il se devait à la force contre les auteurs de troubles, car l'image de la mission pouvait souffrir autant du refus de recourir à la force que d'un recours excessif à la force.

20. Le recours à la force dans des conditions particulières, notamment lors des manifestations, soulevait un certain nombre de questions en ce qui concerne les relations avec les locaux et nécessitait donc une planification et des moyens adéquats. Il importait à cet égard d'éviter à tout prix les dommages collatéraux.

21. Le Groupe a indiqué que les opérations de maintien de la paix devaient souvent recourir à une force écrasante. Elles devaient alors impérativement être dotées d'un commandement efficace pour ne pas faire un mauvais usage de cette force. La différence entre la dissuasion par la force et l'usage de la force en tant que tel devait être bien comprise à tous les niveaux. Le recours à la force dans les opérations de maintien de la paix devait toujours être précis, ponctuel et proportionnel.

22. On a débattu de la relation existant entre l'usage de la force et le principe d'impartialité. On a fait remarquer que les missions de maintien de la paix devaient informer la population locale des opérations qui pouvaient nécessiter l'usage de la force car cela pouvait influencer sur l'idée que la population locale se faisait de la mission.

23. Le Groupe a estimé que les soldats de la paix devaient être bien équipés et recevoir une formation spécialisée avant le déploiement, ce que faisaient la majorité des armées nationales fournissant des soldats de la paix. Il fallait néanmoins que l'ONU travaille en étroite coopération avec les États pour les aider au besoin à adapter leur formation et orientation.

24. Le Groupe a constaté que les exercices de simulation, la formation initiale, les manuels fondés sur des informations concrètes et les enseignements tirés de l'expérience contribuaient pour beaucoup à une meilleure formation du personnel.

25. On a proposé de créer des centres communs de formation et des réseaux internationaux de centres nationaux afin de coopérer et de mettre en commun les pratiques optimales.

26. On a souligné qu'il était important de former les formateurs, entre autres afin d'harmoniser toujours plus les procédures à suivre, en tenant compte de la responsabilité principale des pays fournisseurs de troupes.

27. Le Groupe a estimé que la protection des civils incombait au premier chef à l'État. C'était aussi une obligation morale qui faisait partie intégrante du maintien de la paix, surtout lorsque les moyens dont disposaient les pays pour protéger les civils étaient limités. La mission devait donc avoir recours à la force pour protéger les civils exposés à un risque immédiat de violence, dans la limite de ses capacités et de son champ d'opération. Le Groupe a souligné qu'il fallait préciser certains aspects juridiques de l'emploi de la force et notamment identifier précisément les acteurs en présence et les conditions dans lesquelles la force pourrait être utilisée pour protéger les civils. Le renseignement et la mobilité de même que la

compatibilité entre les objectifs poursuivis et les moyens disponibles revêtaient une importance critique.

28. Le Groupe a appelé l'attention sur l'aspect préventif de la protection des civils et sur le rôle fondamental de la Police des Nations Unies et la nécessité de renforcer la police locale.

**C. Le renforcement de l'appui aux opérations de maintien de la paix grâce au faire-savoir**

29. Le Groupe de travail C a constaté que le faire-savoir, la communication stratégique et des politiques relatives aux affaires publiques cohérentes comptaient pour beaucoup dans le succès des missions de maintien de la paix. Leur importance n'était toutefois pas toujours bien prise en compte dans les mandats et les budgets des opérations, ni même dans les documents doctrinaux.

30. L'information et la communication étaient précieuses non seulement pour garantir la viabilité politique de la mission au niveau local, mais aussi pour l'exécution d'autres tâches confiées à la mission notamment la protection des civils.

31. Les stages de formation à la direction des missions et les programmes de formation du même type devaient comprendre un volet consacré aux médias (comment conduire des entretiens et tenir des conférences de presse, etc.) et apprendre à élaborer des stratégies d'information portant sur toutes les composantes des missions.

32. Les activités de faire-savoir et de communication devaient être menées par des spécialistes. Il n'y avait pas assez de spécialistes de l'information au sein des contingents militaires et de police. Il fallait inciter les pays fournisseurs de troupes et d'effectifs de police à intégrer des spécialistes des médias dans leurs contingents et tous les responsables de la communication spécialistes des médias devaient être intégrés aux missions à des fins de concertation.

33. Les services dont le personnel a directement affaire à la population locale, comme ceux de l'information et des affaires civiles, doivent être dotés des moyens humains et financiers voulus au niveau de la mission et même du Siège. Le Département des opérations de maintien de la paix devait notamment renforcer ses services d'information pour mieux répondre aux questions concernant le maintien de la paix lorsque le Département de l'information n'avait pas d'avantage comparatif en la matière.

34. L'information ne devait pas être à sens unique : les missions devaient être capables et désireuses d'écouter les populations locales et de dialoguer avec elles grâce aux émissions de radio interactive (« à micro ouvert »), aux textos, aux réunions publiques avec la société civile, etc. Il fallait notamment envisager de réaliser des sondages périodiques pour connaître l'opinion de la population locale sur la mission. Les sondages devaient avoir lieu chaque année et leurs résultats pouvaient aider la mission à améliorer sa stratégie de communication et à évaluer sa propre efficacité dans l'accomplissement des tâches qui relevaient de son mandat. Lorsque de tels sondages n'étaient pas possibles pour des raisons financières, politiques ou techniques, il fallait envisager d'autres outils, comme les groupes de réflexion et les enquêtes de portée plus limitée.

35. Pour être véritablement efficace, une stratégie de communication devait utiliser tous les moyens possibles pour entrer en communication avec la population locale, notamment la radio, la télévision et les textos. On pouvait aussi envisager des modalités originales d'utilisation des communications, notamment les centres multimédia, qui avaient fait leurs preuves en Haïti, pour diffuser l'information concernant la mission et pour promouvoir un dialogue national et le développement de la société civile.

36. La radio pouvait être un outil extrêmement utile pour dialoguer avec les populations locales et établir des contacts avec les éléments opposés à la mission de maintien de la paix ou méfiants à son égard. Les émissions devaient être choisies avec soin pour atteindre le public visé. L'efficacité de ce média dépendait du contexte local et était plus limitée lorsque le marché de la radio existant était déjà vaste et complexe, comme au Liban.

37. Le Conseil de sécurité de l'ONU et les États Membres des Nations Unies devaient accroître leur appui politique aux services d'information des opérations de maintien de la paix en général et aux stations de radio des Nations Unies en particulier. Pour ce faire, le Conseil de sécurité pouvait inclure la création d'une radio des Nations Unies parmi les tâches relevant des mandats des opérations de maintien de la paix.

38. Lorsque les États hôtes rechignaient à appliquer les dispositions des accords sur le statut des missions ou des forces concernant l'attribution d'une fréquence radio, le Conseil et les États concernés devaient appuyer le Secrétariat lors des négociations politiques pour encourager une mise en œuvre efficace et rapide et pour répondre aux préoccupations de l'État hôte.

39. La radio des Nations Unies aurait d'autant plus de succès et serait d'autant mieux acceptée qu'elle veillerait à ne pas s'aliéner des médias locaux, en n'entrant pas en concurrence avec eux pour les recettes provenant de la publicité ou le recrutement de personnel. La création de médias locaux était aussi une mesure importante qui ne relevait pas nécessairement de la mission de maintien de la paix. D'autres organismes des Nations Unies (l'UNESCO notamment) ou des ONG indépendantes étaient mieux placées pour le faire.

40. La relation entre les missions de maintien de la paix et les autres acteurs, comme les organisations humanitaires et les ONG, était souvent un mélange de coopération et de concurrence et devait être gérée avec soin pour que les populations locales en retirent un bénéfice maximal et que les risques de chevauchement soient réduits. La coordination à un haut niveau était importante, mais elle devait être assortie d'une coordination tactique, notamment entre les responsables de l'information, pour diffuser des messages exacts. Les pays du Sud manquaient souvent de connaissances et d'expérience dans leurs rapports avec la société civile. Les organisations comme Viva Rio (une ONG brésilienne active en Haïti) étaient l'exception plutôt que la règle.

41. Il n'existait pas de solution miracle pour concilier impartialité des acteurs humanitaires, nécessité de garantir leur sécurité et efforts militaires visant à gagner les cœurs et les esprits. D'autre part, le rapport intitulé « Vers une culture de la sécurité et de la responsabilité » établi par le Groupe indépendant sur la sûreté et la sécurité du personnel et des locaux des Nations Unies dans le monde entier, présidé par Lakhdar Brahimi, après les attentats terroristes contre les locaux des Nations

Unies en Algérie avait montré que l'ONU était désormais une cible dans plusieurs pays car elle n'était plus perçue comme étant impartiale. Il fallait donc s'employer à garantir une sécurité suffisante. Les communications stratégiques et le faire-savoir n'étaient qu'un élément parmi d'autres et le travail réalisé sur le terrain et au niveau politique faisait la différence.

42. Il y avait un problème structurel de coordination du fait que les missions de maintien de la paix, les autres organes de l'ONU et les ONG avaient des méthodes de financement très différentes. Il était impératif de redoubler d'efforts à moyen et à long terme pour que les missions de maintien de la paix, d'autres organes de l'ONU, les partenaires bilatéraux concernées, les institutions financières internationales, etc., harmonisent leurs procédures.

43. Il était également de la plus haute importance de conserver l'appui des pays fournisseurs de troupes aux opérations de maintien de la paix. Les préoccupations et les réactions intenses de l'opinion publique à l'égard des opérations variaient d'un pays à l'autre. Il n'y avait pas de solution toute faite pour que le public continue d'appuyer les opérations de maintien de la paix. Certains principes semblaient néanmoins faire plus ou moins l'unanimité. Il fallait s'employer dès que possible à rallier la presse et le public. Ces efforts devaient absolument s'inscrire dans le cadre d'un partenariat entre les Nations Unies, les gouvernements, les centres de formation au maintien de la paix et les organisations régionales ou linguistiques. Chacun de ces partenaires devait œuvrer sur le plan tactique en fonction de ses intérêts, de son savoir-faire et de ses moyens. Dans l'idéal, lorsqu'un pays était sur le point de déployer des soldats de la paix, l'ONU pouvait mettre son savoir-faire à son service pour l'aider à expliquer aux journalistes le fonctionnement d'une mission de maintien de la paix, son mandat, les raisons l'ayant poussé à fournir des contingents, etc.

44. Le centre de formation aux opérations de maintien de la paix de l'armée brésilienne et le Centre local d'information des Nations Unies coopéraient depuis 2008 à la formation des journalistes pour leur permettre de mieux rendre compte des opérations de maintien de la paix et comprendre le fonctionnement du système des Nations Unies. Cette expérience pouvait être reproduite aux niveaux national et régional en faisant appel aux centres existants de formation au maintien de la paix.

45. Il pouvait également être intéressant de lancer des initiatives à petit budget sur l'Internet, notamment l'apprentissage en ligne pour les journalistes ou la création d'un pôle de ressources pour la presse. Les centres d'information des Nations Unies pouvaient jouer un rôle important à cet égard aux niveaux tant national que local pour accroître le soutien du public en faveur de l'apport de contributions financières et humaines au maintien de la paix. Il fallait en tenir compte lorsqu'on envisagerait de créer de nouveaux centres d'information des Nations Unies ou on affecterait des ressources au réseau existant dans le monde.



## Pièce jointe

### Note de réflexion

1. Les débats tenus à l'ONU depuis le début de l'année sur l'avenir des opérations de maintien de la paix ont tous débouché sur le même constat : il faut analyser les défis stratégiques que ces opérations rencontrent, dont celui de la pérennité.
2. Le document officieux intitulé « Un partenariat renouvelé : définir un nouvel horizon pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies », note que la viabilité à long terme des opérations de maintien de la paix dépend non seulement des ressources humaines et matérielles disponibles mais aussi de l'appui de la population locale. Le document prend acte du fait que dans le passé, l'efficacité du maintien de la paix des Nations Unies a souffert de communication inefficace, exacerbée souvent par une compréhension limitée des cultures locales, de la diversité de perspectives de la population et des divisions d'ethnie, de sexe et d'autres facteurs. Par conséquent, les missions n'ont pas toujours su répondre aux attentes, s'adapter aux besoins réels ou perçus sur le terrain, ou garder le soutien local.
3. Le séminaire organisé à Rio de Janeiro sur le thème « Un nouvel horizon pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies : perspectives du Sud » envisagera les moyens de gagner l'appui de la population locale et d'assurer un progrès durable à long terme. La pérennité est une dimension qui est parfois absente des objectifs des opérations de maintien de la paix et il arrive que ces opérations voient leurs réalisations entamées voire totalement annulées peu après leur départ.
4. La question de la pérennité doit être abordée de front en tant que problème essentiel, et non pas après coup. Le désengagement doit être précédé d'un engagement durable sur tous les plans, y compris le plan socioéconomique sur lequel doivent reposer la paix et la stabilité. Une mission doit être menée à bien de façon à ce que les soldats de la paix n'aient plus besoin de revenir.
5. Le séminaire portera sur les trois thèmes suivants.

#### **A. Le maintien de la paix et les fondements socioéconomiques de la consolidation de la paix**

6. Le maintien de la paix comprend de plus en plus des tâches ayant trait à la consolidation de la paix, notamment pour soutenir l'état de droit, comme le montre l'exemple de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) dont le mandat inclut, entre autres, la réforme du secteur de la sécurité, le désarmement, la démobilisation et la réintégration, la bonne gouvernance, l'organisation des élections et l'amélioration des systèmes judiciaire et pénitentiaire.
7. Il s'est avéré plus difficile d'étendre le rôle des opérations de maintien de la paix des Nations Unies aux aspects socioéconomiques de la consolidation de la paix. Lorsque celles-ci se sont intéressées à ces aspects, elles ne sont pas parvenues à opérer des changements structurels de grande envergure; tout au plus ont-elles davantage ciblé leurs actions en aidant à la reconstruction des infrastructures de base et des capacités locales, et en garantissant l'accès des groupes vulnérables à des services minimaux de santé et d'assainissement.

8. S'il est difficile de s'entendre sur le rôle à donner aux opérations de maintien de la paix dans la consolidation de la paix c'est, en partie, parce que le lien entre sécurité et développement n'est pas clair. Il est souvent admis que les deux sont interdépendants, mais on se demande quel est le niveau de sécurité à atteindre pour se lancer dans le développement durable. Il faut également s'interroger sur les activités en faveur du développement à réaliser, en vue de renforcer la sécurité et de créer les conditions du progrès.

9. Un certain flou entoure encore la notion de « consolidation de la paix » qui renvoie pour certains aux activités en rapport avec l'état de droit, la réconciliation politique et la création d'institutions, et pour d'autres à l'ensemble des éléments requis pour instaurer une paix durable, y compris les initiatives économiques et sociales. Une distinction doit être faite entre les activités à court, moyen ou long terme menées habituellement par les organismes de développement. Les projets à court terme ne suffisent pas toujours à assurer le développement à long terme, mais ils peuvent être essentiels pour créer un soutien local en faveur des opérations de maintien de la paix.

10. La question voisine du rôle que jouent les Casques bleus à l'appui de la consolidation de la paix est abordée dans le rapport du groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies (rapport Brahimi) (A/55/305-S/2000/809) où il est dit qu'il appartient aux membres des forces de maintien de la paix de garantir un environnement local sûr aux fins de la consolidation de la paix, tout comme il appartient au personnel chargé de consolider la paix d'appuyer les changements politiques, sociaux et économiques garants d'un environnement sûr qui soit autonome. On retrouve le même point de vue dans le document officiel précité qui constate que dans les autres domaines de consolidation de la paix, tels que la fourniture de services essentiels, les soldats de la paix sont parfois appelés à soutenir d'autres effectifs en tant qu'élément d'un effort intégré. L'expérience a montré que les soldats de la paix peuvent, pour le moins, ouvrir la voie aux activités de consolidation de la paix sur le terrain.

#### **Questions susceptibles d'être abordées par les participants**

11. **Quelles sont les priorités à envisager pour favoriser le développement socioéconomique, immédiatement après les conflits?** Dans l'idéal, les activités socioéconomiques contribueront au maintien et à la consolidation de la paix. Ainsi, la construction d'écoles peut aider à la démobilisation des enfants soldats, la création de conditions économiques favorables accélérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration, et la reconstruction des routes faciliter les patrouilles et attirer l'investissement privé.

12. **Quelles tâches incombent principalement aux soldats de la paix?** Généralement, les soldats de la paix ne sont pas spécialement formés pour contribuer au développement socioéconomique (même si les armées nationales sont parfois appelées à ce faire dans leur pays d'origine). Ils sont pourtant les premiers sur le terrain et peuvent pénétrer dans des zones d'accès restreint pour les civils à cause de l'insécurité. Dans certains cas, leur participation sert à montrer que le rôle de la mission n'est pas seulement coercitif. Sur le moyen ou long terme, d'autres acteurs sont plus à même d'assurer la consolidation de la paix.

13. **Comment le rôle des soldats de la paix doit-il évoluer tout au long de la mission?** C'est au début de la mission, lorsque les autres acteurs n'occupent pas

encore le terrain ou sont limités dans leur action à cause de l'insécurité, que les soldats de la paix contribuent le plus manifestement à la création d'un environnement propice au développement. Ils peuvent toutefois avoir intérêt à poursuivre l'exécution des projets à effet rapide ou d'autres activités sociales propres à leur gagner l'appui de la population locale ou des factions politiques, qui peut commencer à faire défaut en milieu ou en fin de mission.

**B. L'utilisation de la force et l'appui local aux opérations de maintien de la paix**

14. Les contingents de soldats et de police des missions de maintien de la paix sont appelés à exécuter toutes sortes de tâches pour assurer le maintien de l'ordre – la gestion des foules, le renseignement, l'arrestation de criminels – dont certaines exigent le recours à la force.

15. Il y a déjà plus ou moins consensus sur les règles qui s'appliquent à l'usage de la force par les missions de maintien de la paix. Dans la plupart des situations, le recours à la violence – même motivé par les meilleures intentions – génère crainte et méfiance. Lorsque les armées étrangères usent de la force contre les groupes illégaux, l'insécurité grandit généralement au sein de la population locale. Les soldats de la paix doivent donc faire un usage limité, prévisible et proportionné de la force, mais également expliquer clairement à la population pourquoi cet usage s'impose. Si cette dernière pense qu'ils y recourent arbitrairement, elle ne leur apportera pas le concours dont ils ont tant besoin.

16. Il faut en faire plus pour s'assurer que tout déploiement de force contribue à renforcer, plutôt qu'à saper, l'idée que les Casques bleus seront toujours aux côtés de la population locale pour faire la différence sur le terrain.

17. Comme l'expérience passée l'a montré, l'incapacité ou le refus des soldats de la paix de faire usage de la force lorsque cela s'impose peut, de la même façon, nuire aux missions et à l'Organisation. D'une part, une population en butte aux menaces ou aux attaques de groupes armés peut tout simplement ne pas comprendre pourquoi les Casques bleus n'interviennent pas lorsque des atrocités sont commises. D'autre part, il faut bien reconnaître que les soldats de la paix ne peuvent pas protéger « tout le monde, contre tout, à tout moment ».

**Questions susceptibles d'être abordées par les participants**

18. **Le lien entre usage de la force et appui local aux missions de maintien de la paix est-il bien compris?** Les membres de la mission, depuis le Représentant spécial du Secrétaire général et le commandant de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant jusqu'aux soldats de la paix, sont-ils conscients des retombées que peut avoir l'usage de la force sur l'appui local à la mission et, par voie de conséquence, sur l'efficacité politique de l'opération? La formation donnée actuellement prend-elle en compte cet aspect?

19. **Les missions et les contingents sont-ils correctement préparés pour ne pas recourir inutilement à la force?** Quelle a été l'expérience des opérations de maintien de la paix en ce qui concerne l'utilisation d'armes et de munitions non létales? Dans quelle mesure l'usage de ces armes a-t-il contribué à ce que les opérations de maintien de la paix ne soient plus autant considérées comme des forces coercitives?

20. **Les missions s'attaquent-elles comme elles le doivent à l'usage illégitime de la force?** Les procédures en place sont-elles suffisantes et adaptées pour prévenir l'usage abusif de la force et en découvrir et punir les responsables? Les enquêtes sont-elles suffisamment transparentes pour que la population locale puisse comprendre que le recours illégitime à la force par des soldats de la paix ne restera pas impuni?

21. **Comment faire pour que l'appui de la population locale aux soldats de la paix ne souffre pas trop de l'incapacité dans laquelle se trouvent ces derniers de protéger « tout le monde, contre tout, à tout moment »?** Comment la mission peut-elle répondre aux attentes placées en elle tout en expliquant les contraintes qui sont les siennes, sans que cela soit pris pour une marque de faiblesse par les auteurs de troubles qui pourraient alors se trouver confortés dans leur position? Comment les missions peuvent-elles se dissocier des actes de violence commis par les forces nationales que les soldats de la paix peuvent avoir à appuyer?

**C. Le renforcement de l'appui au maintien de la paix par le biais du faire-savoir**

22. Répondre aux attentes, s'adapter aux besoins sur le terrain et conserver l'appui de la population locale aux opérations de maintien de la paix sont des tâches aussi difficiles que cruciales. Chaque activité à laquelle participe la mission influe sur son image. Les activités de faire-savoir et les relations avec les médias sont essentielles pour renforcer l'appui local aux soldats de la paix des Nations Unies. La participation d'une opération de maintien de la paix au développement socioéconomique et l'usage que celle-ci fait de la force comptent également pour beaucoup dans l'appui populaire qui lui est accordé, ce qui montre que les trois thèmes abordés sont liés.

23. Dans certains cas, notamment lorsque les conditions de sécurité sont désormais assez bonnes pour que la plupart des habitants ne se sentent plus menacés au quotidien par la violence, les soldats de la paix peuvent encore être mieux vus en aidant directement la population. Dans le cas d'Haïti, les modestes actions de faire-savoir ont reçu un accueil tellement positif auprès de la population locale que le contingent brésilien affecte chaque année une modique somme aux seules « activités civilo-militaires ». La coopération bilatérale entre les pays dont sont originaires les soldats de la paix peut aussi améliorer l'image de ces soldats auprès des partis politiques et des communautés.

24. On peut aussi, en protégeant le travail des agents humanitaires, améliorer l'image des soldats de la paix auprès des bénéficiaires de l'aide humanitaire. Cela dit, lorsque la population locale est plutôt réticente vis-à-vis d'une opération de maintien de la paix, les travailleurs humanitaires peuvent souhaiter ne pas être associés aux soldats de la paix.

25. Les missions doivent être capables de « parler » au public par le biais des différents médias, notamment la radio, afin de faire connaître leurs valeurs, leurs objectifs et leurs stratégies. Ces moyens d'information sont également utiles pour contrer la propagande qui attise la violence ou sape le travail de la mission. Les stratégies de communication des opérations de maintien de la paix n'ont pas encore reçu toute l'attention qu'elles méritent.

### Questions susceptibles d'être abordées par les participants

**26. Comment s'assurer que les responsables d'une mission sont conscients des avantages à retirer des activités de faire-savoir? Lesquelles de ces activités présentent le meilleur rapport qualité-coût et créent le moins d'interférence avec les principales tâches de la mission?** Dans les régions reculées de certains pays, les forces armées assurent à la fois des fonctions militaires essentielles et des services sociaux de base. Quel parti les missions de maintien de la paix des Nations Unies peuvent-elles tirer de ces expériences? Comme le coût relativement faible de ces activités ne peut, dans la plupart des cas, être pris en charge par la mission, existe-t-il d'autres possibilités de financement? Les enseignements tirés de l'expérience doivent être mis en commun et partagés par tous les acteurs du système.

**27. Qu'en est-il globalement de la relation entre opérations de maintien de la paix et organismes humanitaires?** Une collaboration plus étroite entre les missions et les partenaires civils permettrait à la fois de réduire les malentendus, d'améliorer l'image de la mission et de favoriser la distribution de l'aide humanitaire. Les missions doivent recevoir la formation et les ressources dont elles ont besoin pour collaborer avec les groupes civils et forger des partenariats. Quels résultats la coopération civilo-militaire a-t-elle donnés? Les commandants sont-ils conscients qu'ils doivent expliquer à la population les raisons pour lesquelles ils ont eu recours à la force et l'emploi qui en a été fait?

**28. La composante communication d'une mission est-elle investie d'un mandat adapté et dotée de moyens financiers suffisants pour remplir au mieux son rôle crucial en matière de faire-savoir?** Comment les missions font-elles connaître leurs activités et atteignent-elles les communautés touchées par le conflit? Quel rôle peuvent jouer les opérations de maintien de la paix pour contenir les médias de la haine? Le faire-savoir a-t-il intégré les leçons tirées du génocide rwandais dans lequel la radio locale a été un outil puissant mis au service de la violence?

**29. Quelle est la voie à privilégier pour que les moyens de communication des Nations Unies atteignent la population des pays accueillant des opérations de maintien de la paix?** Peuvent-ils légitimement apporter divertissement et « confort culturel » à des populations victimes de violence et de privations? Les droits culturels sont une part essentielle des droits de l'homme. On peut voir également dans les activités culturelles un moyen particulièrement efficace de réduire la violence, du fait qu'elles recréent des liens entre les communautés, sensibilisent aux droits de l'homme et mettent au grand jour les préoccupations sociales. Comment encourager l'apparition de médias locaux favorables aux principes et objectifs des Nations Unies?